

L'accent multilatéral

Editorial

Il y a vingt ans, la rareté des ressources était encore perçue comme une menace dépourvue de tout fondement. Aujourd'hui pourtant, la hausse des prix de l'alimentation, la rareté de l'eau et les effets du changement climatique se manifestent au quotidien. Rio+20 sera un événement phare pour la politique multilatérale. Face aux multiples crises, il importe d'explorer de nouvelles approches fondées sur des règles multilatérales efficaces et des organisations pleinement opérationnelles. La Conférence de Rio devra donc repenser les règles du jeu et renforcer les institutions dans l'optique du développement durable.

La Suisse inscrit à l'ordre du jour des thèmes importants, comme l'efficacité énergétique de l'industrie, le développement durable dans l'acquisition de biens publics, la diminution des subventions à l'énergie fossile, la prévention des crises et l'agriculture durable. Elle propose la création, au sein de l'ONU, d'un conseil influent en la matière et souligne la nécessité de renforcer la coopération internationale pour garantir la mise en œuvre des décisions de Rio. En adoptant le nouveau Message sur la coopération internationale 2013-2016, la Suisse s'est dotée d'un outil précieux. Ses programmes globaux consacrés à l'eau, au climat, à la sécurité alimentaire, aux migrations, à la santé et au secteur financier et commercial lui permettent de développer des approches proactives dans ces domaines. Pour la mise en œuvre, la Suisse mise sur des partenariats novateurs et mobilise des compétences issues de la recherche, de la société civile et de l'économie privée. Les organisations multilatérales sont appelées à jouer un rôle clé à cet égard. C'est à elles qu'il appartient en effet de conceptualiser et diffuser les approches ayant fait leurs preuves et de soutenir les États dans leurs activités de mise en œuvre.

RAYMUND FURRER
OLIVIER BÜRKI

De l'économie verte au développement durable

Rio+20 devra montrer les dents

PERSPECTIVE En juin 2012, le Brésil accueillera «Rio+20». Cette conférence d'envergure mondiale va réaffirmer les engagements pris il y a vingt ans dans la même ville en matière de développement durable. Mais elle a aussi l'ambition de forger une stratégie d'avenir.

«Le futur que nous voulons». C'est sous ce mot d'ordre qu'a été rendu public en janvier le premier projet de déclaration finale de la conférence «Rio+20» qui se tiendra du 20 au 22 juin prochain au Brésil¹. Un futur qui se veut tourné vers l'action. Le document dévoile pour la première fois les thèmes retenus pour la conférence, sorte de compilation des vastes consultations réalisées auprès de tous les milieux concernés durant des mois. Appréciation largement partagée : le texte est bon, mais il manque encore de substance. «Nous trouvons positif que les thèmes centraux de l'économie verte sont abordés, domaine dans lequel l'aide au développement et le secteur privé Suisse ont beaucoup d'expérience», dit Hans-Peter Egler, qui représentera le secrétariat d'état (SECO) à Rio. Mais «le texte n'est pas assez orienté sur l'action et pas assez ambitieux.» Même son de cloche du côté d'Alliance Sud à Berne. Nicole Werner, en charge du dossier pour la communauté de travail des six grandes organisations d'entraide suisses, estime que «les thèmes importants pour les ONG figurent dans le texte. Mais on a besoin de mesures urgentes pour la mise en œuvre. Elles manquent pour l'instant». La déclaration, qui sera affinée jusqu'à mi-mai en fonction des réactions, est donc sommée de montrer les dents.

Le sentiment d'urgence vient notamment du fait que la communauté internationale a traîné les pieds, une fois passé l'enthousiasme de 1992. Le Comité de haut niveau créé par le Secrétaire général des Nations Unies,



RIO+20
Conférence des Nations Unies sur le développement durable

Le logo de Rio+20 symbolise les trois composants du développement durable : social, économique et environnemental.

Ban Ki-moon, pour formuler «une nouvelle vision pour une croissance et une prospérité durables» (voir page 3) reconnaissait en 2010 que le concept de développement durable demeurait «insaisissable et sa mise en œuvre difficile»².

La conférence de Rio en 1992 avait donné un peu de substance à cette idée, en précisant que pour être durable, le développement devait équilibrer les aspects économiques, sociaux et environnementaux. A partir de là tout se complique, car «il manque pour l'instant de bons mécanismes d'arbitrage pour équilibrer ces trois pôles» note Andrea Ries, qui suit le dossier de Rio+20 à la Direction de la coopération au développement (DDC).

Une occasion rare de s'unir

A cela s'est ajoutée la méfiance de certains pays du Sud envers une idée qu'ils estimaient être un outil des économies industrialisées pour les brider. Après tout, le progrès ne se mesure-t-il pas en augmentation du produit intérieur brut? Comme le constate la Banque mondiale, «malgré des succès dans certains

¹ <http://www.unctad.org/rio20/index.php?page=view&type=12&nr=324&menu=23>

² Micheline Calmy-Rey fait partie du panel, qui compte 22 personnalités.
<http://www.un.org/gsp/>

domaines, nous n'avons toujours pas de systèmes aux niveaux local, national et global pour mettre en balance les aspects économiques, sociaux et environnementaux».

Néanmoins une dynamique s'est enclenchée. «Les sommets globaux en eux-mêmes ne débouchent pas sur des succès», rappelle Stephen Hale, co-directeur de campagne pour la grande organisation anglaise Oxfam International, sur son blog. «Nous surestimons souvent le résultat formel et nous sous-estimons l'importance des coalitions que ces sommets inspirent». Nicole Werner, d'Alliance Sud, confirme : «Il a fallu dix-sept ans de conférences sur le climat pour que les mesures politiques se fassent sentir». Ainsi après Rio, la notion de «durable» a percolé dans pratiquement tous les milieux. Les entreprises elles-mêmes ont commencé à se soucier de «responsabilité sociale», qui inclut l'idée de durabilité. Voilà pour le squelette, reste à donner du muscle à ces termes. Pour Stephen Hale, «Rio+20» représente «une occasion rare et qui tombe à point nommé d'unir les leaders du monde pour obtenir un engagement pour le développement durable. Nous ne pouvons nous permettre de la laisser passer».

Un mantra : l'économie verte

Le secrétariat de la conférence a défini deux thèmes principaux : l'économie verte d'une part, le cadre institutionnel d'autre part. Le terme d'économie verte est apparu en 2008, pour devenir une sorte de mantra. L'idée générale, c'est que le système économique actuel n'est pas tenable à long terme, car incompatible avec l'équité sociale et la protection des ressources naturelles. Chacun en a une définition différente et plusieurs acteurs multilatéraux y consacrent des sites de référence³. L'ONU a par ailleurs publié fin janvier un document de synthèse présenté comme «une large perspective du système des Nations Unies», fruit d'une vaste consultation avec une quarantaine d'acteurs qui comptent (agences, programmes, conventions, groupe de la Banque mondiale, etc.)⁴.

L'économie verte prend une teinte différente selon qu'on la considère des pays industrialisés ou en développement. Pour les premiers, auxquels se

joignent quelques pays émergents, elle est l'occasion de stimuler la croissance et l'innovation technologique dans le respect de l'environnement. Le défi est de faire de cette économie verte une véritable évolution dans les modes de production et de consommation et ne pas se limiter à quelques mesures marginales qui ne conduiraient pas à un véritable changement. Dans une contribution à la préparation de Rio+20, l'Action des entreprises pour le développement durable (Business Action for Sustainable Development) précise : «Bien que les entreprises parleraient plutôt d'économie plus verte (...), nous admettons le terme d'économie verte» et le voyons comme un thème unificateur pour exprimer le «sens vers le développement durable» dans lequel toutes les économies globales doivent aller.⁵ Pour Jorge Viñuales, professeur de droit international de l'environnement à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève (IHEID), le défi est néanmoins clair : «En 1992, le message du développement durable était : vous pouvez faire aussi bien économiquement en respectant l'environnement. L'économie verte, c'est : on s'en sort mieux économiquement si on se concentre sur l'environnement. Sinon, on est du côté des perdants».

Les pays en voie de développement n'ont pas les mêmes priorités et n'ont pas la capacité d'opérer le même type de transition. Ils craignent – et avec eux des acteurs de développement – que l'économie verte, si elle se limite à la version du monde industrialisé, centrée seulement la protection de l'environnement, se traduise par un nouveau fossé technologique, scientifique et financier, voire ne devienne un «protectionnisme vert». Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) parle même du besoin d'une «économie pro-pauvres».

«Le consensus, dès lors, est que l'économie verte ne doit pas être juste «verte», mais faire partie du développement durable dans son ensemble», explique Andrea Ries, de la DDC. «L'économie verte doit promouvoir l'équité, réduire les inégalités et contribuer à éradiquer la pauvreté. Les «principes de Rio» ont établi une base équilibrée pour le développement

durable. Ils constituent toujours un cadre de travail adéquat pour l'économie verte».

L'expression de ce consensus se retrouve exactement dans l'intitulé à rallonge du premier thème : «Economie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté».

Les actes après les paroles

Le second thème de Rio+20 doit façonner un «Cadre institutionnel pour le développement durable» qui doit être efficace insistent tous les acteurs. Sous-entendu : plus efficace que jusqu'à maintenant. Il s'agit notamment de la mise en œuvre des questions «transversales» très concrètes qui sont au programme et qui demandent une grande coordination : sécurité alimentaire, énergie, emploi, etc.

Il y a 20 ans, Rio avait créé une «Commission du développement durable» comme organe du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) pour assurer le suivi. Il n'a pas vraiment rempli son rôle par manque de financement et de personnel. Le système multilatéral a besoin «de cohérence et de coordination», insiste le South Center, plateforme intergouvernementale de pays du Sud, basé à Genève. De plus, «l'organe de suivi doit pouvoir négocier des normes et des traités contraignants». Quel que soit le contenu, les options sur la table sont un renforcement du mandat de l'ECOSOC, donc de la Commission actuelle, ou la création d'un véritable «Conseil du développement durable», sur le modèle du Conseil des droits de l'homme. La seconde option, soutenue par la Suisse, est défendue par le «Comité de haut niveau» dans son rapport de janvier dernier (voir page 3). Question environnement, il est aussi question de renforcer le PNUE, voire de le transformer en agence pour l'environnement à caractère universel (il rassemble aujourd'hui 58 Etats), Par ailleurs, «des signatures d'accords contraignants ne sont pas prévus à Rio», assure Franz

³ Voir notamment la nouvelle «Green Growth Knowledge Platform» partagée par la Banque mondiale, l'Institut pour une croissance verte globale, l'OCDE et le PNUE (<http://www.greengrowthknowledge.org/Pages/CGKPHome.aspx>) et le site de l'Office des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) consacré à l'économie verte (<http://www.unep.org/greeneconomy/>) Les deux en anglais.

⁴ <http://www.unemg.org/MeetingsDocuments/IssueManagement-Groups/GreenEconomy/GreenEconomyreport/tabid/79175/Default.aspx#>

⁵ <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?page=view&type=510&nr=424&menu=115>

Perrez, le chef de la délégation suisse.
« Mais plus tard ils pourraient être nécessaires ».

Rio devrait aussi amorcer un autre pari sur l'avenir. Les Objectifs du millénaire pour le développement arrivent à terme en 2015. Ils se focalisent sur les pays en voie de développement. Le projet, dont le principe pourrait être accepté à Rio, serait de créer des « Objectifs du développement durable » pour prendre le relais, avec des indicateurs mesurables. Ils concerneraient l'ensemble de la planète.

SIMON CATTIN

EN BREF

Le nerf de la guerre

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (plus connu sous son acronyme anglais GEF, pour Global Environment Facility)¹ est devenu l'outil principal de financement des « projets d'amélioration de l'état environnemental du globe », selon ses propres termes. Créé en 1991 au sein de la Banque mondiale, il est devenu indépendant à l'occasion de la Conférence de Rio en 1992 et compte aujourd'hui 182 pays membres.

Le Fonds travaille en partenariat avec dix agences des Nations unies, les banques régionales de développement et la Banque mondiale. Il sert aussi de mécanisme financier pour quatre conventions : sur les changements climatiques, sur les polluants organiques persistants, sur la lutte contre la désertification et sur la diversité biologique. Le GEF dispose d'un fonds spécial pour les pays les moins développés et couvre souvent les coûts additionnels qui permettent de rendre des projets plus respectueux de l'environnement.

Il constitue par exemple la plus grande source de financement des zones protégées (biodiversité, protection des peuples indigènes, parcs naturels). Par ailleurs, ses évaluations par pays constituent des outils de suivi décisifs pour les pays donateurs et bénéficiaires. Le GEF publie aussi des documents d'information ou de conseils pratiques avec la participation d'un comité de scientifiques, le STAP. Les dernières publications touchent à la pollution des côtes par les engrais chimiques ; aux débris plastiques dans les océans et à la manière de stocker les encombrants polluants organiques persistants, ou POP. [sc]

¹ <http://www.thegef.org/gef/>



Saïgon, Vietnam, 2002.

Photo: Tran Thi Hoa/Banque mondiale

Recommandations

Le développement durable : « un processus dynamique »

RAPPORT Le Comité de haut niveau sur la « durabilité globale » formé par le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a rendu son rapport fin janvier¹. Fort de 22 personnalités (venant d'autant de pays) son travail est une véritable feuille de route pour Rio+20 et son suivi. La Suisse était représentée par Micheline Calmy-Rey.

Le panel, composé de chefs ou ex-chefs d'Etat ou de gouvernement, de ministres et de représentants du monde académique, en appelle à un « nouveau nexus » entre alimentation, eau et énergie, afin de dépasser les clivages actuels. Il souligne que la notion de développement durable constitue un « processus dynamique d'adaptation, d'apprentissage et d'action » qui porte bien au-delà de l'environnement. Pour ce dernier domaine, le rapport demande notamment une prise en compte sérieuse des données scientifiques, dont certaines montrent que des déséquilibres auraient déjà atteint un point de non-retour et pourraient entraîner d'autres.

Le développement durable est affaire de choix, mais les vrais choix, note le rapport, ne sont possibles que lorsque les droits de l'homme et les besoins minimaux sont acquis. D'où l'importance de la lutte contre la pauvreté et pour la démocratie. L'ampleur des moyens à mettre en jeu pour obtenir des résultats

dépasse les capacités du secteur public selon le panel qui en appelle au « pouvoir de l'économie » pour « créer de la valeur au-delà du concept étroit de richesse ».

Le prix de l'action doit être comparé au prix de l'inaction prévient les auteurs du rapport. « Les peuples ne vont pas accepter plus longtemps que les compagnies privées et les gouvernements rompent leurs engagements comme gardiens d'un futur durable ». Il faut mesurer ce que coûte l'exclusion sociale et notamment celle des femmes (« lorsque les femmes sont autour de la table, les besoins collectifs sont reconnus de manière prioritaire »).

Les 56 recommandations du rapport passent en revue tous les aspects détaillés par le panel. Celui-ci insiste sur l'importance d'un suivi efficace, pour ne pas reconduire l'inertie de ces 20 dernières années. Il prône la création de standards internationaux (concernant la production de biens, la consommation, le développement, etc.) et surtout l'établissement d'un « Conseil du développement durable » sur le modèle du Conseil des droits de l'homme, afin d'intégrer toutes ses dimensions. La Suisse soutient la création d'un tel conseil.

SIMON CATTIN

¹ http://www.un.org/gsp/sites/default/files/attachments/GSPReport_unformatted_30Jan.pdf

«De la croissance, oui, mais intelligente»

INTERVIEW Pour Rachel Kyte, vice-présidente de la Banque mondiale en charge du Réseau de développement durable, la croissance verte n'est pas un luxe réservé aux pays les plus riches. Mais plutôt une nouvelle mutation importante, inéluctable, comme la planète en a déjà traversé.

Le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement étaient les trois piliers de la résolution de Rio en 1992. Cette fois, l'un des thèmes centraux sera «Green Economy», l'économie verte. Qu'en est-il des aspects sociaux, de la réduction de la pauvreté?

Par rapport à 1992, le nombre de personnes pauvres dans le monde a diminué de moitié. La croissance dans certaines parties de la planète a été phénoménale, ce qui a permis à un grand nombre de sortir de la pauvreté. La Chine et l'Inde en sont des exemples patents. Le Brésil, en plus de connaître une solide croissance, a également développé un impressionnant filet de sécurité sociale.

Le défi de Rio+20, c'est de se demander : quel type de croissance nous faut-il ? Les instruments d'évaluation de la croissance, comme le PIB, ne prennent pas assez en compte les aspects environnementaux.

A la Banque mondiale, nous parlons de «green growth for all» (une croissance verte pour tous) plutôt que d'économie verte. De la croissance, parce que nous



Rachel Kyte. Photo Banque mondiale

en avons besoin, mais d'une croissance intelligente, sensée. Comment ? Pour les pays les plus développés, il s'agit de réduire davantage l'empreinte écologique. Les pays émergents peuvent encore modifier la trajectoire de leur croissance pour l'adapter aux impératifs du développement durable, et les pays les plus pauvres pourront éviter les erreurs dès le départ. La croissance verte pour tous n'est donc pas réservée aux pays les plus riches. Il y a de nombreuses définitions de ce que signifie le terme «green economy». Nous allons préciser notre vision dans un rapport qui sera publié avant la conférence de Rio en juin.

Est-ce trop ambitieux de vouloir faire avancer cela au niveau mondial ?

Vous savez, ce n'est rien d'autre qu'une mutation importante, et c'est déjà

arrivé dans le passé. Prenez les années 70, avec la crise du pétrole, ou la chute du bloc soviétique. La Chine ou la Corée ont traversé des transformations colossales similaires. Celle-ci, la mutation verte, est juste une autre transformation, inéluctable elle aussi.

Dans son rapport publié le 30 janvier, le Groupe de haut niveau de l'ONU sur le développement durable (High Level Panel on Sustainable Development¹, voir page 3) met en exergue un «échec de la volonté politique». Partagez-vous cet avis ?

C'est peut-être vrai dans certains pays mais d'autres font de réels efforts. Regardez ce qui se passe au Mexique : ce pays doit faire face au manque d'eau, il a mis en place un plan de réduction d'émissions de CO₂. Les Mexicains veulent être compétitifs avec les pays les plus développés. Pour cela, ils doivent avancer, et vite.

Ça se passe aussi au niveau des villes qui sont contraintes de gérer notamment des questions d'approvisionnement en eau ou de circulation de véhicules – toujours plus nombreux. Je pense à l'exemple de Dar es-Salaam, en Tanzanie².

Dans certains pays, les villes peuvent réagir – et sont en train d'agir – individuellement, sans forcément attendre l'ensemble de la planète. Nous les encourageons.

La conférence de Rio ne sert donc pas à piloter tous les changements ?

Nous avons aussi besoin d'un cadre international. Mais Rio+20 servira surtout à deux choses : produire un document qui donnera un signal fort sur ce que les gouvernements vont faire. Et c'est aussi un forum de discussion, une exposition où chacun pourra montrer ce qui marche.

Que peuvent faire concrètement des institutions multilatérales comme la Banque mondiale ?

Transformer les mots en actions. Nous avons toutes sortes d'instruments pour le faire – financement, prêts, aide technique – qui s'adressent tant au secteur public qu'au privé, des pays bénéficiaires. Les choses ont bien changé depuis 1992 : alors que la démarche d'Agenda 21 s'adressait essentiellement au secteur public, l'action se concentre désormais sur une bonne coopération entre public et privé. C'est le secteur

IMPRESSUM

Editeur :

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Olivier Bürki

Chef de la Division des Institutions globales, DDC
olivier.burki@deza.admin.ch

Christoph Jakob

Chargé de Programme, Division des Institutions
globales, DDC
christoph.jakob@deza.admin.ch

Raymund Furrer

Chef de section, Institutions financières
multilatérales, SECO
raymund.furrer@seco.admin.ch

Philippe Sas

Adjoint au chef de section, Institutions financières
multilatérales, SECO
philippe.sas@seco.admin.ch

Rédaction :

Simon Cattin
Rédacteur

Antoinette Prince

Journaliste à l'Agence télégraphique suisse, ATS

Maquette et mise en page :

Marc Dubois, Lausanne
marc@mdvr.ch

Impression :

i comme imprimeurs sa, Lausanne
www.icomme.ch

privé qui va finalement résoudre les questions d'approvisionnement en eau, ou de sécurité alimentaire et énergétique. Il s'agit donc de veiller à ce que le secteur public contribue à créer un environnement favorable pour les investissements du privé.

Quel rôle peut – ou doit – jouer un pays comme la Suisse, selon vous ?

En Suisse, le secteur privé est très actif dans la recherche de solutions pour les problèmes globaux. Il y a une histoire et une réelle expertise en la matière. Je pense que la Suisse peut s'inspirer de ce que font à la fois son secteur privé et ses agences d'aide au développement. Ses services financiers sont de haute qualité et la Suisse a mis au point des modèles innovants d'investissement pour les pays les plus pauvres.

A Rio, la Suisse pourra aussi présenter son expérience de petit pays qui dépend d'une bonne intégration régionale. Et elle pourra partager son savoir-faire dans la gestion du territoire, de l'eau, de la qualité de l'air. C'est aussi un partenaire neutre, et de longue date.

Vous avez participé au Sommet de la Terre à Rio en 1992, en tant que militante. Que reste-t-il des espoirs de l'époque ?

J'y travaillais pour le « Center for our Common Future », un groupe de suivi du Rapport Brundtland³. J'étais responsable de l'organisation du Global Forum, le forum alternatif au sommet officiel. Quant à mes espoirs, ils sont restés les mêmes. Je suis juste un peu plus âgée et j'ai un autre emploi, que je ne pensais d'ailleurs jamais occuper, à ce moment-là. Vous savez, je suis une pragmatique. Je crois en la « déviance positive » : plutôt que de regarder ce qui ne marche pas, je préfère me pencher sur ce qui fonctionne et essayer de l'imiter ou de m'en approcher. Ça va plus vite !

Propos recueillis par
ANTOINETTE PRINCE

¹ <http://www.un.org/gsp>

² <http://sustainablecities.net/projects-overview/current-projects/durban>

³ Publication rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Utilisé comme document de base au Sommet de la Terre de 1992, le rapport a popularisé l'expression de « développement durable » et a notamment apporté la définition communément admise du concept.

Voir aussi : <http://www.are.admin.ch/themen/nachhaltig/00266/00540/00542/index.html?lang=fr>

Sur le terrain

Le durable en pratique

EXEMPLES Le développement durable, c'est un concept, mais aussi des actions sur le terrain. La Suisse participe à plusieurs programmes multilatéraux dans ce domaine.

Le marché du carbone et les mégapoles

Tout le monde connaît le principe de l'échange de « crédits carbone » créé par le protocole de Kyoto : un pays développé peut compenser ses propres émissions de carbone en aidant un pays en développement à en produire moins. Cela passe par un transfert de ressources économiques, de technologies ou de savoir-faire. Mais concrètement ? La chose est suffisamment complexe pour qu'un fonds d'assistance (Carbon Finance-Assist, ou CFA) ait été créé par la Banque mondiale pour aider les secteurs public et privé à utiliser ces échanges.¹

Le CFA est un programme multilatéral auquel la Suisse participe à hauteur de sept millions de dollars depuis 2006. La Banque mondiale a par exemple établi un partenariat en 2011 avec le groupe « C40 » qui rassemble les maires de près de 60 villes et mégapoles dans le monde. Créé en 2005 avec 40 maires, ce réseau se mobilise contre l'impact climatique de ces agglomérations. Selon la Banque mondiale, les villes sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre et les mégapoles du C40 de 12 % à elles seules.

La Banque estime qu'un milliard de pauvres vivant dans les bidonvilles sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles à cause de l'emplacement exposé de leur logement urbain. Elle indique que sa collaboration avec le C40 a déjà donné des résultats concrets à Dar es-Salam, Jakarta, Sao Paulo, Mexico, Bangkok notamment, en matière de transports, de gestion des déchets, ou d'économie d'énergie.

Eau potable et assainissement : influencer le cours des politiques

L'eau est source de vie, mais en matière de développement durable, encore faut-il pouvoir suivre les progrès sur le terrain de manière fiable et objective. A cet effet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont créé en 1990 un programme de contrôle commun (JMP selon son acronyme anglais)². Il constitue le mécanisme officiel des Nations Unies pour le suivi de l'Objectif du Millénaire en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement (OMD7). Outil statistique, il compile les dernières données disponibles sur la base de centaines de sources, par catégories (types d'approvisionnement en eau potable ou de systèmes d'assainissement) et les restitue en tableaux, cartes et graphiques et permet de suivre les évolutions. Vous voulez connaître l'état de la situation en zone rurale en matière d'eau potable dans un pays comme le Bangladesh ? Cinq pages de statistiques serrées vous sont proposées avec décompte précis des installations. Les données sont disponibles par type d'installation, année, pays.

Le JMP est un tableau de bord qui sert à mesurer les progrès effectués, mais aussi à orienter les donateurs. La Suisse soutient ce programme financièrement et fait partie de son conseil d'administration. Elle l'utilise aussi comme document de référence pour investir principalement dans l'assainissement : les statistiques montrent que, contrairement à l'approvisionnement en eau potable, ce secteur risque de ne pas remplir les Objectifs du Millénaire. Deux autres initiatives soutenues par la Suisse forment avec le JMP un ensemble cohérent en matière d'eau

¹ <http://wbi.worldbank.org/wbi/stories/carbon-finance-assist-program-guides-developing-nations-through-complex-mechanisms>

² <http://www.wssinfo.org/about-the-jmp/introduction/>

potable et d'assainissement : l'une offre un outil d'évaluation et d'analyse de la capacité des pays à progresser vers les objectifs du millénaire³, l'autre s'attache à la communication vers l'extérieur en vue d'influencer les priorités politiques en matière d'assainissement et d'eau potable⁴.

L'Europe sur le front de l'Est

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est en train de lancer la troisième phase de son ambitieuse « Initiative pour une énergie durable » (SEI), destinée à diminuer la production de carbone et à stimuler les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de l'Europe de l'Est à l'Asie centrale. Dans la première tranche (2006-2008), elle a investi 1,5 milliard d'euros⁵ à cet effet, pour une valeur de projets réalisés de cinq milliards.

La deuxième phase de l'initiative (2009-2011) a connu une forte augmentation et fin 2011 la SEI représentait près d'un tiers des investissements de la banque. En tout 464 projets ont été soutenus depuis 2006 dans 29 pays, avec un financement de 8,8 milliards d'euros. La diminution cumulée de CO₂ entre 2006 et 2011 est estimée équivalente à la production annuelle de la Serbie. Les pays

concernés souffrent d'une pollution très élevée en raison des infrastructures datant d'avant 1989. La production d'énergie « plus propre » a donc représenté la part du lion durant des années. En 2011, pour la première fois, les énergies renouvelables ont pris cette place.

La troisième phase (2012-2014) sera lancée officiellement lors de l'assemblée annuelle de la banque en mai 2012. Elle prévoit une nouvelle réduction (entre 26 et 32 tCO₂/an) ainsi qu'une évaluation de l'impact de cette initiative sur la sécurité énergétique. La valeur totale des projets soutenus devrait atteindre entre 15 et 25 milliards d'euros. La Suisse participe au capital de la banque à raison de 2,28% soit une contribution réelle de CHF 195 millions.

Les graines du changement

Rien de tel que d'attendre la fin d'un projet pour voir s'il tient ses promesses. C'est le constat qu'a fait le Fonds International pour le développement agricole (FIDA) au Tchad. Cette agence spécialisée des Nations Unies est basée à Rome. Elle se consacre à promouvoir le développement agricole et à réduire la pauvreté dans les régions rurales des pays en développement en aidant les populations à accroître leur production vivrière et leurs revenus. Le projet,

commencé en 1994 et dont la deuxième phase s'est terminée il y a deux ans, concerne la sécurité alimentaire dans la région du Nord Guéra, « la plus vulnérable d'un des pays les plus pauvres ». Mais l'approche était plus large et comprenait aussi bien la construction d'écoles et de puits que la mise sur pied de micro-entreprises, d'un système de crédit ou de cours d'alphabétisation. Ces derniers ont d'ailleurs soutenu toutes les autres activités, permettant aux quelque 7500 ménages ciblés par le projet d'acquiescer une plus grande autonomie en matière de santé, d'éducation et de culture vivrière. Tous les problèmes ne sont pas résolus, mais les témoignages recueillis par le FIDA indiquent que la dynamique mise en place a gardé son élan.

Au-delà de sa contribution de base, la Suisse est aussi partenaire pour le cofinancement d'une douzaine de projets du FIDA, qui vont des hauts plateaux du Yémen au Laos en passant par le Kirghizistan, la Turquie, la Tanzanie ou Madagascar.

SIMON CATTIN

³ http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas/en/

⁴ <http://www.sanitationandwaterforall.org/>

⁵ Source des chiffres : BERD

EN BREF

La Suisse, le développement durable et Rio+20

L'un des buts du processus de Rio est d'engager les gouvernements à instaurer des mesures concrètes au niveau national. La Suisse s'y active puisque le développement durable est inscrit dans les articles 2 et 73 de la Constitution. Une « **Stratégie pour le développement durable** » est en place depuis 1997 afin de remplir ce mandat. Elle s'étend sur huit domaines (éducation, coopération internationale, sécurité sociale, etc.) et associe trente offices fédéraux. Ces derniers s'engagent ainsi à « penser » leurs activités et projets en terme de développement durable en procédant à un arbitrage entre ses trois aspects ; le social, l'économique et l'environnemental. Le bureau exécutif, qui gère cette stratégie, réunit la Direction du développement et de la coopération (DDC), les Départements de l'agriculture, de la santé, l'Office de l'environnement et celui de l'aménagement du territoire, qui en assure le secrétariat. La stratégie inclut des instruments de suivi, notamment statistiques¹. Une nouvelle étape a été franchie en janvier 2012 avec l'intégration par le Conseil fédéral de la stratégie et de son plan d'action dans l'actuel programme de législature².

Au niveau local, plus de 200 villes et communes, représentant 32% de la population suisse, suivent un Agenda 21. Un Forum du développement durable, créé en 2001, permet en outre l'échange d'information entre responsables aux niveaux fédéral, cantonal et communal. En complément, un foisonnement de programmes de soutien aux com-

munes et cantons émane de divers départements et offices. Cela dit, Berne reste sous la pression de la société civile (initiatives des Verts pour le paysage ou en faveur d'une économie verte; lobbying des ONG sur la responsabilité des multinationales).

La Suisse s'investit aussi fortement au niveau international, notamment en vue de Rio+20. La délégation suisse pour la conférence est composée de l'Office fédéral de l'environnement, de la direction politique du Département fédéral des affaires étrangères, des Offices fédéraux du développement territorial, de la santé publique, de l'agriculture, de l'énergie, de la statistique, de la communication, ainsi que de la DDC, du Seco et de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle. A cela s'ajoutent des acteurs du secteur privé, de la société civile et du monde académique.

L'engagement de longue date de la Suisse sur la scène internationale lui a permis d'être représentée à haut niveau : Toni Frisch, ex-chef du Corps suisse d'aide humanitaire, fait ainsi partie du Conseil consultatif de la conférence Rio+20 et Micheline Calmy-Rey est membre du Comité de haut niveau sur la durabilité globale créé par le Secrétaire général des Nations Unies en 2010. [sc]

¹ <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21.html>

² <http://www.are.admin.ch/themen/nachhaltig/0026z/00528/index.html?lang=fr>